

vain le tonneau percé de la renaissance française.

Par contre, l'Etat bourgeois put reprendre confiance après sa grande peur de 1944. Il renforça sa police et entreprit des guerres coloniales avec la complicité des leaders socialistes et stalinien.

Jusqu'en 1947 tous les budgets militaires furent votés par les députés SFIO et P.C.F.

Lorsque les militaristes français massacrèrent en Mai 1945 plus de 30.000 Nord-Africains dans la région de Sétif, Mr Tillon était ministre de l'aviation, et, s'il est vrai que ça n'est pas lui qui pilotait les avions qui bombardaient les douars, par contre, c'est bien lui qui insistait auprès des ouvriers pour que ces avions soient construits rapidement. La responsabilité criminelle des dirigeants stalinien ne fut pas apparente pour la masse des travailleurs français, mais il n'en fut pas de même pour les Nord-Africains.

Ceci nous explique le peu de succès du parti stalinien auprès des prolétaires d'Algérie. Par la faute du PCF ces derniers ont perdu confiance dans le mouvement ouvrier français et le résultat a été un renforcement des partis nationalistes algériens.

Si les dirigeants stalinien maintiennent ouvertement leur criminelle politique de collaboration avec les bourgeois lors de l'affaire d'Algérie, c'est parcequ'ils ne risquaient de perdre qu'une toute petite portion du prolétariat.

En 1946, lors des grèves des imprimeurs et des postiers, la position stalinienne ne varia pas.

Les grévistes furent insultés, attaqués, calomniés. Dans l'Humanité on déclara que "la grève était l'arme des trusts". Si la direction stalinienne put se permettre, là encore, de maintenir cyniquement sa position de collaboration avec les bourgeois face aux travailleurs malheureux, c'est parceque les grèves n'entraînaient encore que des couches laborieuses qui ne constituent pas la véritable masse prolétarienne d'avant-garde.

Ainsi toute la politique de "production"

et de "blocage des salaires" commençait à être mise en échec par la lutte des ouvriers.

Mais, d'autre part, la politique de "production" ne réussissait pas à rendre la santé au capitalisme français. Ce dernier devait, de plus en plus, se tourner vers les USA.

En ce sens le flirt stalinien-bourgeois passait un mauvais quart d'heure.

Enfin, si les dirigeants du PCF s'avéraient de moins en moins capables d'empêcher les grèves, leur participation au gouvernement commençait à n'offrir aux bourgeois que des inconvénients et aucun avantage.

Au début de l'année 1947, lors du débat sur la Guerre d'Indochine, les députés PCF s'abstinrent de voter les crédits. Mais les ministres PCF les votèrent et Duclos expliqua "Nous n'avons pas d'autres désaccords"

Autrement dit, ils étaient toujours d'accord pour le blocage des salaires.

MAIS... à la fin d'Avril la grève éclatait dans un bastion solidement tenu par le PCF.

L'usine RENAULT qui comptait plus de 1.000 militants du PCF... et 5 trotskystes, entra en grève. Les 5 trotskystes étaient élus au comité de grève et le dirigeant stalinien Hénaff était menacé par les ouvriers d'être jeté dans la seine...

Pendant les premiers jours de la grève, les dirigeants du PCF essayèrent de briser le mouvement par des calomnies. Mais le mouvement gagnait du terrain. La direction du PCF ne pouvait plus traiter les ouvriers de l'usine Renault comme les Nord-Africains ou les postiers. C'était l'existence du stalinisme qui était en jeu.

La direction de la CGT reprit à son compte les revendications du comité de grève. Les parlementaires du PCF refusèrent de voter la confiance au gouvernement sur la question du blocage des salaires. En agissant ainsi ils savaient qu'ils amenaient leur exclusion du gouvernement. Mais s'ils avaient perdu la classe ouvrière, le résultat aurait été plus catastrophique pour eux.

Au Parlement Duclos expliqua l'attitude